



Non au projet de privatisation de la Poste

Un désastre social

Après des milliers de boîtes aux lettres supprimées, des bureaux fermés, ce sont 40 000 emplois qui sont en jeu. Avec la privatisation, en Europe, on compte 25% d'effectif en moins en Suède et 70 % d'augmentation des tarifs, 300 000 lettres perdues en Grande-Bretagne et l'Autriche annonce la fermeture de trois quarts des bureaux et la suppression de plus du tiers des effectifs.

La privatisation supprimerait des emplois, dégraderait davantage les conditions de travail, baisserait les salaires, augmenterait les tarifs, détériorerait un peu plus le service. Cela rapprocherait la Poste des pratiques des sociétés qui distribuent des prospectus, qui exploitent sauvagement leurs salariés, sans garantie pour les usagers de recevoir les lettres importantes, propositions d'embauche, factures ou recommandés.



La logique du privé est incompatible avec l'intérêt du plus grand nombre

La Poste privatisée devra en priorité répondre à un objectif : donner des dividendes aux actionnaires.

Pour cela, les recettes sont connues: supprimer des emplois, filialiser, sous-traiter, employer du personnel toujours plus précaire, toujours plus flexible, fermer plus de bureaux, ceux jugés non rentables, avoir une démarche encore plus commerciale au mépris des besoins des usagers, privilégier encore plus les grandes entreprises au détriment des particuliers pour qui les tarifs vont monter au nom du coût réel.

La logique du profit est incompatible avec une mission de service public, qui consiste à rendre le même service quel que soit l'endroit

où l'on habite ; et le faire quels que soient les revenus des habitants, en permettant à chacun non seulement de recevoir du courrier mais également les minima sociaux, d'ouvrir un compte bancaire ou un compte d'épargne, ce que les banques refusent généralement de faire lorsque les revenus sont trop bas.

Ce sont ces missions, utiles à la population, qui seront sacrifiées au profit de contrats plus juteux avec les entreprises, en pressurant un peu plus les salariés de la Poste.

De la fracture postale à la fracture sociale

L'argument du gouvernement qu'il n'a pas l'argent pour maintenir le service public postal alors qu'il distribue des centaines de milliards aux banques est une provocation. Donner les bénéfices de la Poste aux actionnaires pour qu'ils les jouent en Bourse au lieu de les investir en salaires, emplois et qualité

de service est choquant. Du coup, dans un climat où les pilotes d'avions, les cheminots, les enseignants ou les salariés de l'automobile donnent de la voix, le gouvernement craint que la mobilisation autour de la Poste s'étende à la défense de tous les services publics et puisse être l'amorce d'une riposte contre la crise qu'il voudrait nous faire payer.

Tous en lutte, c'est le moment

Les déclarations contradictoires du gouvernement (gel /pas gel de la privatisation) montrent que, confronté à la crise financière et économique mais aussi à la réaction des personnels et des usagers, il hésite. Créons des comités unitaires pour la poste service public. Battons-nous pour un débat à l'échelle nationale que viendrait parachever un référendum sur le maintien du service public postal.

Nous pouvons gagner !



L'école vaut plus que leur profit !

NPA POUR UN
**NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE**
npa34@orange.fr www.npa2009.org

«L'école est notre avenir », ne la laissons pas aux mains de Darcos et Sarkozy !

80.000 postes doivent être supprimés en 4 ans. Les premières victimes de ce « moins d'école » seront bien entendu les jeunes les moins favorisés. L'école doit être repensée, pour le bien de TOUS les élèves, pour qu'ils aient tous les mêmes chances de construire leur propre avenir et qu'il n'y ait plus de laissés pour compte. Pas pour subvenir aux besoins à court terme de l'entreprise.

Des attaques à tous les niveaux...

Réagissons ensemble !

A la maternelle : Derrière les propos méprisants du ministre «changer les couches », c'est à terme la disparition des maternelles qui se profile...

Dans le primaire La diminution du nombre d'enseignants (6000 ne sont pas renouvelés pour 2008-09) entraîne une sédentarisation des enseignants spécialisés (RASED). Nous refusons la suppression des 3000 postes Rased. L'aide individualisé pour les élèves en difficultés (2h par semaine,) est un leurre : on ne peut pas prétendre fournir une aide avec des journées de travail trop lourdes, sans réel temps de pause et moins de concertations. La seule solution pour aider les enfants en difficulté scolaire c'est d'avoir plus de maîtres que de classes et de développer les Réseaux d'Aide.

Dans le secondaire Au collège, on incite à une orientation de plus en plus précoce avec la réintroduction des voies professionnelles dès 13 ans et l'apprentissage dès 14 ans.

En lycée professionnel, la généralisation du Bac pro en 3 ans au lieu de 4 (2 ans de BEP et 2 ans de bac pro) fait perdre une année de formation aux élèves les plus fragiles et annonce la disparition à terme des BEP.

Au lycée : C'est une vision utilitaire de l'enseignement qui sous tend la

réforme. L'organisation en modules semestriels produira des parcours individualisés et une spécialisation des établissements (donc de fait une mise en concurrence). Tout cela va décupler les inégalités entre élèves et entre établissements et mettre fin au bac comme diplôme à valeur nationale.

La dégradation de nos conditions de travail et la casse de nos statuts

- Multiplication des heures supplémentaires qu'on essaie de nous imposer, au détriment de l'augmentation des salaires.
- Postes partagés sur deux, trois établissements.
- Une pression plus grande et un plus grand stress au travail du fait de la multiplication des missions et de la demande de compétitivité (mise en concurrence des établissements ; salaire au mérite proposé dans le rapport Pochard)
- Un niveau de recrutement de plus en plus élevé (masterisation), mais une réduction de la formation au métier (disparition des IUFM).
- Bien entendu, comme tous les autres fonctionnaires, la casse de nos retraites.



Reconduire la grève !

Nous ne pouvons que nous réjouir de l'appel Intersyndical pour la grève du 20 novembre. Mais elle ne doit pas être une journée d'action sans lendemains. Il faut construire un mouvement massif et reconductible pour le mois de décembre. Cela veut dire : exiger une nouvelle date de mobilisation et poser la question de la reconduction de la grève dans les assemblées générales. Pour construire un véritable rapport de force le bras de fer doit durer dans le temps et s'élargir à d'autres secteurs notamment celui de la poste et des services publics.

Tous ensemble en grève et dans la rue pour une école démocratique, égalitaire et émancipatrice !

Rejoignez le NPA Le Nouveau Parti Anticapitaliste est un parti en construction animé par des militant-e-s venus d'horizons divers, s'étant retrouvé dans l'appel pour un nouveau parti lancé à l'origine par la LCR et Olivier Besancenot.